

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50796

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

à base économique, qui déborde largement l'idéologie raciste de Hitler. La Guerre froide a désormais la priorité et la référence au passé est instrumentalisée dans le combat du présent.

De fait, l'enquête recense un certain nombre de peines sévères, la prison à vie ou la mort. Cependant bien d'autres cas sont traités tout différemment. Des suspects démasqués à l'Est bénéficient d'indulgence quand ils ont transféré leur zèle vers le régime communiste. Beaucoup sont recrutés, en tant qu'indicateurs (*Inoffizielle Mitarbeiter, IM*). Leur culpabilité même assure leur docilité. On les retourne pour la bonne cause et par eux on compte pénétrer le réseau de leurs vieilles camaraderies. À l'Ouest, le général Gehlen utilise cette même ressource, quand il organise le service qui va devenir le Bundesnachrichtendienst (BND). Mais en RFA, l'agence de Ludwigsburg poursuit résolument les crimes nazis à partir de 1960, selon une procédure respectueuse de la légalité judiciaire. Ses demandes de coopération et aussi les sollicitations de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, pays socialistes frères, mettent la *Stasi* dans un réel embarras. En général, elle s'abstient de répondre: d'une part, on veut couvrir des ralliés, d'autre part, elle craint la révélation de situations aberrantes, »qui serait tout à fait préjudiciable au mythe de l'antifascisme conséquent« (p. 391).

Le lecteur français relève particulièrement les indications fournies sur le cas des SS condamnés pour crime de guerre en France par contumace. Avec la RFA, un traité a été conclu en 1955, mais des manœuvres au Bundestag ont retardé sa mise en œuvre jusqu'en 1975. Quelques peines de prison ont été alors prononcées. Si la RDA a dénoncé ce manque d'ardeur, elle n'a pas fait beaucoup plus. S'étant procuré la liste française, le ministère de la Sécurité d'État a couvert les accusés qui étaient devenus ses informateurs, et oublié presque tous les autres. Les démarches du professeur de Bouard, résistant d'extrême gauche, contre un policier sanguinaire de Caen n'ont pas abouti. »Bernhard« a été identifié et placé sous surveillance, mais on a déclaré ne pas l'avoir retrouvé. Seul a été condamné, tardivement en 1983, l'ancien lieutenant SS Heinz Barth, impliqué dans le massacre d'Oradour-sur-Glane. Ce cas est »un alibi«: l'ampleur et la notoriété du drame lui conféraient une valeur symbolique, précieuse pour la propagande. Encore a-t-on censuré les témoignages recueillis de deux subalternes, afin de ne pas les compromettre et de ne pas gâcher l'image du régime.

Pierre BARRAL, Montpellier

Reinhard HÜBSCH (Hg.), »Hört die Signale!« Die Deutschlandpolitik von KPD/SED und SPD 1945–1970, Munich (Akademie) 2002, 215 p. (Studien des Forschungsverbundes SED-Staat an der Freien Universität Berlin), ISBN 3-05-003648-6, EUR 46,80.

Tiré d'un colloque organisé par le Südwestrundfunk et la Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg en décembre 1998, cet ouvrage analyse la politique des partis de la gauche allemande de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'*Ostpolitik*. En ayant accès aux archives de l'ex-Union soviétique et à celles surtout de l'ex-RDA, les historiens ont pu aussi renouveler l'histoire des relations entre les deux Allemagnes. Cet ouvrage ne se contente pas de publier les communications des intervenants, il reproduit également les débats qu'elles ont générés entre historiens, politologues et publicistes mais aussi grands témoins comme le ministre Egon Bahr, un des artisans de la politique de Willy Brandt ou Herbert Häber, un membre du Comité central du SED.

En déclarant »les nazis ont laissé des montagnes de cadavres et le SED des montagnes d'actes derrière eux«, Egon BAHR décrit la tâche immense incombant aux historiens, qui cherchent à étudier les relations entre le SPD et le SED. Les participants ont cherché à répondre dans le cadre de ce colloque à une problématique bien précise: quelle fut l'action menée d'une part par le KPD, puis le SED à l'Est et d'autre part par le SPD à l'Ouest en vue de parvenir à l'unité du pays. Il s'agit d'une étude comparative relevant de l'histoire croisée

notamment dans le cas de l'intervention de Bahr sur le SPD et sa politique allemande dans les années cinquante et soixante¹ et de celle de HÄBER qui décrit la politique allemande du SED durant la même période.

La communication de Manfred WILKE précise, au départ, le sens de certains mots clés: démocratie, socialisme et unité nationale. Sociologue et spécialiste du SED, Wilke a été membre de la commission d'enquête chargée par le Bundestag d'étudier l'histoire et les conséquences de la dictature du SED en Allemagne. Le SPD et le KPD ont tous deux en 1945 insisté sur l'importance du retour à la démocratie, une démocratie parlementaire avec un multipartisme et l'existence d'un État de droit. Paradoxalement, c'est le SPD qui parle le plus de socialisme, le parti communiste ne mentionne pas le terme. La question de la souveraineté allemande est mise en exergue par le dirigeant du SPD, Kurt Schumacher et ce problème ne peut être résolu dans le contexte de l'occupation. Après la construction du mur de Berlin, c'est l'établissement d'une forme de *statu quo*, mais le dialogue entre les hommes politiques allemands qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest est difficile.

Cinq communications portent sur ce thème et évoquent les relations entre le SPD et le SED dans le contexte de la Guerre froide. Les unes, présentées par les historiens, évoquent les contacts qui se sont progressivement établis entre les partis politiques est- et ouest-allemands, les autres, exposées par les témoins, Bahr et Häber, insistent sur l'attitude du SPD et du SED face à la question prioritaire de la réunification. R. HÜBSCH constate les difficultés voire l'impossibilité qu'ont les deux partis est- et ouest-allemand à collaborer. W. Pieck a encore cherché, en novembre 1947, alors que la rupture n'était pas consommée à réunir les partis et organisations de masse de toute l'Allemagne en un immense congrès du peuple à Berlin mais qu'il s'est heurté à un premier refus des partis des zones occidentales. La confrontation ne fut pourtant pas immédiate. SED et SPD restent partisans de l'unification après la création des deux Allemagnes. Les démarches est-allemandes furent nombreuses mais vaines. Selon Egon Bahr, les dirigeants de l'Est savaient bien dans les années cinquante et soixante que leurs propositions en vue d'une action concertée pour parvenir à un front uni seraient inmanquablement rejetées, cela relevait de la Guerre froide. Même si certaines d'entre elles étaient sérieuses, comme le déclare Günter BENSER, les Allemands de l'Ouest les considéraient comme des *kiss of death*. À la fin des années soixante, les contacts sont enfin noués et, en mars 1966, Willy Brandt répond à une lettre ouverte du Comité central du SED.

Le rôle joué par l'URSS dans sa zone entre 1945 et 1949 puis en RDA et en RFA est mis en valeur lors des discussions par Bahr et dans les communications de Häber sur »Die Deutschlandpolitik der SED«, de Günter BENSER sur »SED und SPD – Kontakte und Verbindungen in den 50er und 60er Jahren« et de Gerhard WETTIG »Das Bemühen der sowjetischen Führung und der SED um Sozialdemokraten und bürgerliche Oppositionskreise in Westdeutschland (1946–1953)«, qui met l'accent sur les avances faites par les dirigeants soviétiques aux partis bourgeois de RFA après l'échec de leurs tentatives auprès du SPD et dont l'intervention fit l'objet d'un véritable débat. Bahr a rencontré en 1945 Otto Grotewohl, qui lui a demandé de l'aide pour lutter contre la poussée communiste. Quelques mois plus tard, a lieu la fusion avec le KPD! Selon Wettig, Staline, après avoir hésité entre l'unité et le démembrement de l'Allemagne, a opté en mars 1945 pour l'unité, estimant que les Américains ne resteraient pas longtemps en Europe et que cette unité pourrait se faire sous sa houlette. Ceci expliquerait, en partie, selon Bahr et Häger, la note soviétique de 1952. La fusion SPD-KPD s'est faite tout d'abord là où se trouvaient les troupes d'occupation soviétiques, elle visait avant tout à empêcher une domination du SPD. Il a donc été difficile pour le SPD de négocier avec le SED car il y avait, en son sein, explique E. Bahr, des personnes qui avaient torturé et parfois assassiné certains membres du SPD.

1 Le texte d'Egon Bahr est la transcription fidèle d'un débat, jusque là inédit, de 1961 sur »Chemins et perspectives d'une réunification allemande«.

Fin des années cinquante, la situation évolue; l'unité est devenue pour le SPD la priorité. Si le SPD a joué un rôle important en Allemagne à deux périodes entre 1945 et 1949 et de 1969 à 1982, il n'a été véritablement opérationnel, selon Bahr, qu'entre 1969 et 1972 pendant l'*Ostpolitik*. La politique allemande du SPD jusqu'en 1959 a été marquée par une priorité: l'unification et c'est pour cette raison que Bahr est entré au parti. Il évoque de façon précise les discussions au sein de son parti dans les années cinquante face à la note de Staline de 1952, à la lutte contre la bombe atomique et à la CED. Le discours de Herbert Wehner enterre en juin 1960 cette politique. On ne croit plus l'unification possible dans l'immédiat tout en l'espérant toujours. Bahr estime que son parti a eu tort d'abandonner cette priorité. La construction du mur clarifie la situation. L'Allemagne étant un enjeu de la Guerre froide, à l'Ouest, la priorité n'est plus l'unification mais la sécurité. Comme l'unification s'éloigne, de nombreuses entreprises comme Siemens ou AEG quittent Berlin-Ouest. Tout en parlant à son arrivée à la chancellerie d'une politique de continuité, Brandt s'oriente de suite vers l'*Ostpolitik*. La double reconnaissance en 1972 permet de renouer le dialogue. Mais sur le plan de la réunification, c'est le *statu quo*. Sans l'accord des vainqueurs de 1945 et sans assurer la sécurité aux pays frontaliers de l'Allemagne, rien ne peut être fait.

Bon connaisseur de la RFA, l'ancien directeur de la Westabteilung du Comité central du SED, Häber estime *a posteriori* que la RDA avait tout intérêt à se rapprocher de la RFA et ceci par une politique des petits pas sans chercher à provoquer Moscou ou la direction du SED. Mais les dirigeants du SED qui voulaient négocier avec le SPD idéalisait ce parti et ne s'étaient pas rendu compte de son évolution. Ensemble SPD et SED n'auraient pas pu résister aux forces conservatrices. Dès son arrivée à la Westabteilung en 1973, Häber a mis fin aux tentatives d'infiltration du SPD, les estimant inutiles, il leur préfère des contacts directs et ouvert avec des personnalités socialistes de République fédérale par le biais de la représentation officielle de RFA à Berlin-Est, de tels contacts seront aussi noués avec la CDU après l'arrivée de Kohl à sa tête. Häber se demande s'il y a eu une politique allemande indépendante du SED, n'était-elle pas que la copie de la politique allemande de l'Union soviétique? Il estime qu'il y a eu des tentatives est-allemandes pour mener une politique indépendante mais qu'en règle générale, le point de vue soviétique l'emportait. Ulbricht a en créant un poste de secrétaire d'État chargé de la question allemande à la fin de l'année 1965² infirmé cette règle. Il a engagé indirectement un dialogue avec le SPD qui se concrétisera par la suite lors de la réunion d'Erfurt entre Brandt et Honecker en 1970. Ces contacts se poursuivront par la suite puisqu'en pleine crise des Pershing, au début des années quatre-vingt, Honecker garde des contacts avec la RFA, il sera sérieusement tancé par les autorités soviétiques.

Toutes ces réflexions et ces études nourrissent d'intéressant débats qui vont jusqu'à opposer les participants. Le dernier, présidé par Hübsch, conclut cet ouvrage fort riche qui a parfois vu s'affronter témoins et historiens et qui fut, comme le déclare un des orateurs, assez »turbulent«. La voie qui mène à la réunification oppose deux conceptions antagonistes mais les intervenants se sont accordés sur un point essentiel: Allemands de l'Ouest et de l'Est n'ont jamais envisagé un conflit ouvert, ils ont tout fait pour l'empêcher.

Cet ouvrage est plus qu'un ouvrage d'histoire, il s'agit d'un bilan de l'histoire des relations interallemandes à un moment, où les passions sont encore loin d'être éteintes. À ce titre il est fort précieux.

Chantal METZGER, Nancy

2 C'est Herbert Häber qui a obtenu ce poste.